



**Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate**

**Campagne électorale**  
**Les partis politiques doivent mieux refléter les valeurs  
environnementales des Québécois**

*Montréal, le 27 février 2007* — À l'heure où l'environnement est au sommet des préoccupations de la population québécoise, les principaux groupes écologistes du Québec sont d'avis que les partis politiques doivent mieux incarner cette priorité. En plus de faire le bilan environnemental du gouvernement sortant, les groupes ont fait part de leurs attentes à l'occasion d'une rencontre de presse aujourd'hui à Montréal. « Au gouvernement depuis 4 ans, le Parti libéral a réalisé de bons coups, mais il a également connu des ratés en matière environnementale », souligne Steven Guilbeault, directeur de Greenpeace au Québec. « Que ce soit pour le pont de l'autoroute 25, la vente du mont Orford ou l'absence de politiques sur les milieux humides, le gouvernement sortant a fait preuve d'incohérence dans certaines décisions. Il y a certes eu de bonnes stratégies sur le plan énergétique, notamment avec un honnête plan de réduction des gaz à effet de serre, même s'il reste des efforts à consentir pour atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto. Malheureusement, cela est survenu très tard dans le mandat libéral », ajoute Steven Guilbeault.

**Objectif : 2020**

Pour Sidney Ribaux, coordonnateur général d'Équiterre, « l'enjeu des changements climatiques est crucial pour le développement futur du Québec. Le prochain gouvernement devra tenir compte de la nécessité d'investir massivement dans les transports en commun. Nous appelons les partis à se prononcer pour un moratoire sur la construction de nouvelles infrastructures routières en milieu urbain ainsi que sur l'étalement urbain. » Selon Équiterre, pour préparer la prochaine phase de Kyoto, Québec doit déposer un plan et ce, dès 2009, pour réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 25 % sous les niveaux de 1990.

**Retard sévère**

Le dossier des aires protégées et le manque flagrant de conservation du territoire sont au cœur de nombreux débats au Québec. « Devant la disparition des derniers grands massifs forestiers, il devient de plus en plus pressant d'agir », lance Mélanie Desrochers, responsable de la Commission aires protégées de Nature Québec. « Ainsi, nous demandons aux partis de s'engager à accélérer la création d'aires protégées, en priorisant la forêt boréale intacte et d'effectuer le virage forestier recommandé par la Commission Coulombe, soutient Mélanie Desrochers. Rappelons que la Commission Coulombe proposait de protéger 12 % de la forêt boréale d'ici à 2010.

## **2 % pour l'environnement**

« Un gouvernement ne peut prétendre protéger efficacement l'environnement s'il ne consenti pas suffisamment de ressources pour assurer le respect des lois et des règlements, dresser un portrait de l'état de l'environnement et développer des outils d'information et de contrôle appropriés », estime Philippe Bourke, directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ). Or le budget du ministère de l'Environnement représente à peine un tiers de 1 % des dépenses totales de l'État. « Les groupes écologistes invitent donc les citoyens à exiger des partis politiques qu'ils prouvent leur parti pris pour l'environnement en s'engageant à consacrer minimalement 2 % du budget de l'État au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) » renchérit M. Bourke.

### **Financement des groupes**

Enfin, les groupes écologistes condamnent le fait que le le MDDEP n'offre plus de programmes de soutien financier à l'intention des groupes écologistes . « Tandis que l'éducation et la sensibilisation sont tous deux reconnus comme d'excellents moyens de changer les attitudes et les comportements pour trouver un meilleur environnement et une meilleure qualité de vie, cette décision crée l'effet contraire », prétend Jérôme Normand, directeur général d'ENvironnement JEUnesse. « Nous demandons aux partis qu'ils s'engagent à soutenir réellement les associations, groupes et réseaux qui oeuvrent dans ces domaines », conclut Jérôme Normand.

Notons que les groupes écologistes du Québec organisent, le 7 mars prochain, un débat sur les grands enjeux environnementaux du prochain mandat gouvernemental. Ce débat de deux heures et quinze minutes aura lieu le 7 mars 2007, à 19h00, à la Tohu – Cité des arts du cirque, 2345, rue Jarry est, à Montréal. Le public est invité à y assister.

– 30 –

### **Pour plus de renseignements :**

Jean-François Nolet, Équiterre, 418-955-2261

Jocelyn Desjardins, Greenpeace, 514-212-5749

Mélanie Desrochers, Nature Québec, 514-836-8497